Décision n° 2016-0169
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 9 février 2016
abrogeant des autorisations d'utilisation de fréquences assignées
délivrées à diverses entités
pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 5 octobre 2015 portant délégation de signature ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l'annexe à la présente décision ;

© Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Décide :

Article 1 – Les autorisations d'utilisation de fréquences délivrées à diverses entités pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile sont abrogées, dans les conditions précisées en annexe à la présente décision. Les fréquences attribuées par ces autorisations sont restituées.

Article 2 - Le directeur de l'accès mobile et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 9 février 2016

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI
Directeur de l'accès mobile
et des relations avec les équipementiers

Annexe à la décision n° 2016-0169
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 9 février 2016

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Restitution de fréquences

Dossier	Titulaire	Utilisation	Fréq
198800286	EPALLE JEAN FRANCOIS	42 ST GENEST MALIFAUX	1 VHF
198902640	MONSIEUR JOEL KNITTEL	67 MARCKOLSHEIM	2 VHF
198905767	CEGELEC SDEM	76 MARTIN EGLISE	1 VHF
199003035	ASS DEPART PROTECTION CIVILE DE	34 BEZIERS	1 VHF
199105100	FARINELLI	74 THORENS GLIERES	1 VHF
199208725	COMMUNE D'AMIENS	80 AMIENS	2 UHF
200001741	COMMUNAUTE AGGLO AMIENS	80 AMIENS	2 UHF
201100644	SOC EUROP REALIS EXPLOIT PARKING	74 CLUSES	1 UHF
201200633	SITA NORD EST	57 TETING SUR NIED	1 UHF
201302494	SYNERGIPH PICARDIE TRANSPORT	80 AMIENS	1 UHF
201401094	SODRACO INTERNATIONAL	97 POINTE A PITRE	2 UHF
201500165	EIFFAGE CONSTRUCTION HABITAT	93 NOISY LE SEC	2 UHF